

Politique | Tribune libre - David Grosclaude : « Que n'i a pro d'estar mespresats ! »



Il y a un an, alors que j'étais encore élu au Conseil Régional d'Aquitaine, je décidais de me mettre en grève de la faim pour que soit respectée la décision de deux régions qui avaient voté à l'unanimité la création d'un Office Public de la Langue Occitane. L'État trainait des pieds. Le dossier était quasi enterré. Il fallut cette action, et le soutien de milliers de personnes et de dizaines d'élus, pour que l'État publie enfin l'arrêté nécessaire à la création de l'OPLO.

Pour ceux qui m'ont soutenu, et qui ont fait que ma grève de la faim a cessé au bout de huit jours, ce n'était pas la question de la création d'un organisme qui était importante, mais la question de la langue en général.

Moins de un centime d'euro par an et par personne ! Aujourd'hui cet Office existe. Il doit prendre en charge la politique linguistique des deux régions qui rassemblent maintenant 9 millions des habitants de l'espace occitan. La participation promise par l'État afin de faire fonctionner l'OPLO est de 65 000 euros ! Autant dire que ce sont les régions qui portent l'essentiel.

Si nous divisons ces 65.000 euros par les 9 millions d'habitants concernés par l'espace de travail de l'OPLO nous arrivons à un résultat qui frise l'infiniment petit : 0,0072 euros par an et par habitant. Ce n'est même pas faire l'aumône ! C'est 10% de ce qu'il donne à l'Office Public de la Langue Basque. Et la générosité de l'État en faveur du basque n'est que relative. C'est 2 euros par an et par habitant. Mes amis basques savent que je pense qu'ils ne sont pas trop bien dotés. C'est même le contraire. L'État se moque donc de nous.

Des promesses... et puis rien ! A l'issue de ma grève de la faim, j'apprenais que le président de la République voulait relancer le processus de ratification de la Charte européenne des langues régionales. François Hollande a été incapable de tenir la moindre promesse.

Il avait promis cette ratification en 2012, puis il en abandonna l'idée une première fois. Il y revint pour l'abandonner une fois de plus. Est-ce cela une politique linguistique ?

Pourquoi n'y a-t-il pas eu alors une initiative afin de faire voter une loi ? Pourquoi faut-il se battre pour que la

réforme des collèges ne saccage pas l'enseignement de l'occitan et des autres langues ?

Il n'y a pas eu depuis 2012 le commencement de l'intention de mener une politique linguistique cohérente et intelligente.

Et de l'autre côté ? C'est pareil à droite. Si nous savons qu'il y a des parlementaires favorables nous savons aussi que lorsque la droite était au pouvoir, elle s'opposa à toute véritable avancée.

Aujourd'hui, un an après la mobilisation autour de « Que n'i a pro d'estar mespresats ! » la honte et le mépris sont toujours là.

Tout cela ne peut que participer au discrédit du politique et donne plus de force aux idées simplistes, à celles de l'extrême droite. Les conséquences seront tragiques pour la démocratie.

David Grosclaude

Membre du bureau du Partit occitan

David Grosclaude

Crédit Photo : David Grosclaude

Publié sur aqui.fr le 05/06/2016

[Url de cet article](#)